



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

-----  
Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

# ANNEXE 1

**Procès verbal du  
Conseil Communautaire du 27 février 2015  
2<sup>ème</sup> Séance**

### Ordre du jour

- 1) APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL DU 18 DECEMBRE 2014**
- 2) APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL DU 26 DECEMBRE 2014 TENU EN URGENCE**
- 3) APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL DU 24 JANVIER 2015 TENU EN URGENCE**
- 4) COMPTE RENDU DES DERNIERES DECISIONS PRISES PAR LE BUREAU EN VERTU DES ATTRIBUTIONS DELEGUEES PAR LE CONSEIL**
- 5) COMPTE RENDU DES DERNIERES DECISIONS PRISES PAR LA PRESIDENTE EN VERTU DES ATTRIBUTIONS DELEGUEES PAR LE CONSEIL**
- 6) DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**
- 7) APPROBATION ET AUTORISATION DONNEE A LA PRESIDENTE A SIGNER LE PV DE MISE A DISPOSITION DES BIENS DE LA VILLE DE L'ANSE-BERTRAND DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS**
- 8) AUTORISATION DONNEE A LA PRESIDENTE A SIGNER LA CONVENTION AVEC OCAD3E, ORGANISME COORDONNATEUR EN CHARGE DE LA GESTION DES DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES ET ELECTRIQUES**
- 9) ATTRIBUTION DE LA PRIME DE RESPONSABILITE AUX DIRECTEURS GENERAUX ADJOINTS**
- 10)ATTRIBUTION DE LA PRIME FORFAITAIRE DE REPRESENTATION AUX DIRECTEURS GENERAUX ADJOINTS**
- 11)FIXATION DES RATIOS D'AVANCEMENT DE GRADE**
- 12) MODIFICATION DE LA DUREE HEBDOMADAIRE DE TRAVAIL DE QUATRE AGENTS (supprimé)**
- 13)REGIME DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE ACCORDEES POUR UN MOTIF FAMILIAL ET INDIVIDUEL**

**14)AUTORISATION DONNEE A LA PRESIDENTE A SIGNER L'AVENANT A LA CONVENTION DE GESTION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF SIGNEE AVEC LA VILLE DE MORNE-A-L'EAU, PORTANT RESILIATION**

**15)AVENANT AU CONTRAT DE MANDAT SEMAG POUR LA RECONSTRUCTION ET RACCORDEMENT DE LA STEP DE MORNE-A-L'EAU (GEDEON) DE 8000 EH**

**16)GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU SUR LA ZONE URBAINE DU MOULE A PARTIR DU 1ER JANVIER 2016**

**17)GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LA ZONE URBAINE DU MOULE A PARTIR DU 1ER JANVIER 2016**

**18)GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) SUR LE TERRITOIRE DE LA CANGT HORS COMMUNE DE MORNE-A-L'EAU**

**19)CONSTRUCTION D'UNE STATION D'EPURATION «NOUVELLE ECOLE DES MANGLES » A PETIT-CANAL**

**20)DETERMINATION DU LIEU DE LA PROCHAINE SEANCE**

**21)QUESTIONS DIVERSES**

Liste des membres du Conseil Communautaire  
Séance du  
**Vendredi 27 février 2015**

**Nombre de membres du conseil : Trente-six (36)**

**Etaient présents : Vingt-deux (22) conseillers communautaires, dont la liste suit :**

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme LAUG Carol, M. LOMBION Jean-Claude, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia,

**Conseillers absents ayant procuration : Sept (7)**

-Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc,  
-Mme ARMOUGON Betty à Mme MAMERT-LISTOIR Sabine,  
-Mme GUILLAUME Stella à M. PORLON Pierre,

-Mme JASMIN Victoire à M. FRANCFORT Philipson,  
-Mme OUJAGIR à M. ANZALA Jean,  
-M. ROUX Harry à Mme LOUIS CARABIN Gabrielle,  
-M. SIOUMANDAN Rénalt à M. MORNAL Blaise

**Conseillers absents :** Sept (7)

Mme CARDOVILLE Roselyne, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MANETTE Sandra, Mme MEKEL Alexina, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz,

***Procès-Verbal du Conseil communautaire***  
Séance du vendredi 27 février 2015

L'an deux mille quatorze, le vendredi 27 février 2015 à 19h32, les membres du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) se sont réunis, à la salle des délibérations de la mairie de Port-Louis, sur convocation en date du 02 février 2015 courant, qui leur a été adressée par Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Présidente de la CANGT.

Il a été dressé une feuille de présence annexée au présent procès-verbal. **Mme la Présidente** demande à un fonctionnaire de la CANGT de procéder à l'appel.  
Le Conseil communautaire a pu valablement délibérer puisque le quorum a été atteint.

**La Présidente** propose à l'assemblée que **M. FRANCFORT Philipson** soit désigné secrétaire de séance. Le Conseil communautaire accepte cette proposition à l'unanimité des présents.

**PREMIER POINT**

**Approbation du compte rendu de la 8<sup>ème</sup> séance du Conseil Communautaire qui s'est tenue le 18 décembre 2014**

Le Procès-verbal (PV) de la séance du conseil communautaire en date du 18 décembre 2014 était joint à la convocation.

**La Présidente** interroge l'assemblée afin de s'enquérir des remarques et observations liées au projet de PV.

Il n'y a pas d'observation.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide d'approuver à l'unanimité des votants le procès-verbal du conseil communautaire du 18 décembre 2014.***

**DEUXIEME POINT**

**Approbation du compte rendu de la 9<sup>ème</sup> séance du Conseil Communautaire qui s'est tenue le 26 décembre 2014**

Le Procès-verbal (PV) de la séance du conseil communautaire en date du 26 décembre 2014 était joint à la convocation.

**La Présidente** interroge l'assemblée afin de s'enquérir des remarques et observations liées au projet de PV.

Il n'y a pas d'observations.

**Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide d'approuver le procès-verbal du conseil communautaire du 26 décembre 2014 selon le vote suivant :**

**Pour : 24 Contre : 0**

**Abstention : 3 (Mme LAUG Caroll, M. LOMBION Jean-Claude, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise)**

**TROISIEME POINT**

**Approbation du compte rendu de la 1<sup>ère</sup> séance du Conseil Communautaire qui s'est tenue le 24 janvier 2015**

Le Procès-Verbal (PV) de la séance du conseil communautaire en date du 24 janvier 2015 était joint à la convocation.

**La Présidente** interroge l'assemblée afin de s'enquérir des remarques et observations liées au projet de PV.

Il n'y a pas d'observations.

**Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide d'approuver le procès-verbal du conseil communautaire du 24 janvier 2015 selon les votes suivants :**

**Pour : 22 Contre : 0**

**Abstention : 5 (M. CORNEILLE Denis, Mme LAUG Caroll, M. MANICOM Grégory)**

**QUATRIEME POINT**

**Compte rendu des décisions prises par le bureau communautaire**

**La Présidente** expose que par délibération n° COM 2014-04-02/18 du 28 avril 2014, le conseil communautaire a délégué certaines de ses attributions au Bureau communautaire.

Elle rappelle qu'en application de l'article L. 5211-10 du CGCT, elle doit rendre compte à l'organe délibérant, des décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de ladite délégation,

qui ont été prises par le bureau et que la liste des décisions a été annexée à la note de synthèse explicative transmise aux élus.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité de prendre acte des décisions prises par le bureau communautaire par délégation d'attributions du Conseil communautaire.***

## **CINQUIEME POINT**

### **Compte rendu des décisions prises par la Présidente**

**La Présidente** expose que par délibération n° COM 2014-04-02 /17 du 28 avril 2014, le conseil communautaire lui a délégué certaines de ses attributions.

Elle rappelle qu'en application de l'article L. 5211-10 du CGCT, elle doit rendre compte à l'organe délibérant, des décisions ainsi prises, relatives aux matières ayant fait l'objet de ladite délégation.

La liste des décisions a été annexée à la note de synthèse explicative transmise aux élus.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité de prendre acte des décisions prises par la Présidente, par délégation d'attributions du conseil communautaire***

## **SIXIEME POINT**

### **Débat d'orientation budgétaire**

**La Présidente** explique que le débat d'orientation budgétaire (DOB) constitue la première étape du cycle budgétaire. Le DOB a pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité ou de l'EPCI. De même, il améliore l'information transmise à l'assemblée délibérante.

**La Présidente** sollicite M. CHARIN, Directeur des Affaires Financières, afin de présenter les éléments du débat d'orientation.

#### **19h39 : Arrivée de M. DARTRON**

**M. Charin** précise que les éléments présentés dans la note synthèse permettent d'avoir une vue d'ensemble sur les finances locales en vue de la préparation du budget et indique que dans le contexte économique actuel de restrictions financières imposées par l'Etat, la conséquence est la limitation des dépenses des collectivités.

Celui-ci expose que la communauté d'agglomération, du fait des transferts de compétences des communes, des syndicats (SIGF, SIAEAG, SMNGT) et de son processus d'extension-transformation, hérite de projets en cours de finalisation qui auront de fortes incidences en matière budgétaire.

Il présente le tableau, transmis dans la note de synthèse, qui reprend de manière non exhaustive les principaux projets pour l'année 2015 notamment :

PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS POUR L'ANNEE 2015				
PROJETS	COUT DU PROJET	FINANCEMENT	MONTANTS EPCI A PERCEVOIR 2015	PART EPCI 2015
<b>BUDGET PRINCIPAL</b>				
<b>ENVIRONNEMENT</b>				
Réhabilitation déchèterie Caillebot	1 028 927,20 €	ADEME	439 950,00 €	557 965,29 €
Construction ressourcerie à Morne-à-l'Eau	1 734 866,24 €	PO-2007/2013 - ADEME - REGION - DEPARTEMENT	1 463 004,00 €	81 640,42 €
Construction déchèterie à Morne-à-l'Eau	2 179 961,93 €	PO-2007/2013 - ADEME - REGION - DEPARTEMENT	1 715 643,00 €	214 444,32 €
Acquisition bacs collecte emballages ménagers Morne-à-l'Eau	330 910,90 €	ADEME - DEPARTEMENT - REGION	225 561,50 €	105 349,40 €
Acquisition bacs collecte emballages ménagers Le Moule	339 062,50 €	ADEME	156 250,00 €	182 812,50 €
Aménagement (génie civil) points de regroupement Ecombrants	59 675,00 €			59 675,00 €
<b>Total Activité</b>	<b>5 673 403,77 €</b>		<b>4 000 408,50 €</b>	<b>1 201 886,93 €</b>
<b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>				
Espace Multimédia - Anse Bertrand	847 669,77 €			134 419,70 €
Atelier de transformation Agro-alimentaire				
<b>Total Activité</b>	<b>847 669,77 €</b>		<b>- €</b>	<b>134 419,70 €</b>
<b>Total Budget Principal</b>	<b>6 521 073,54 €</b>		<b>4 000 408,50 €</b>	<b>1 336 306,63 €</b>
<b>BUDGET ANNEXE - Assainissement</b>				
STEP de Port-Louis	9 691 625,20 €	FEDER 2007-2013 - ONEMA- REGION- SMNGT	1 292 000,00 €	557 895,46 €
STEP de Morne-à-l'Eau	6 944 000,00 €	FEDER 2007-2013 - ONEMA- MAE	966 000,00 €	3 827 440,24 €
STEP de Le Moule	13 095 567,37 €	FEDER 2007-2013 - REGION-SIAEAG	1 675 933,40 €	4 486 123,88 €
Extension de réseaux RD 114 - Ecluse/Gissac	347 947,62 €			347 947,62 €
STEP de Les Mangles	100 000,00 €			100 000,00 €
Réhabilitation STEP de Château Gaillard	22 215,47 €			22 215,47 €
<b>Total Budget Annexe Assainissement</b>	<b>30 201 355,66 €</b>		<b>3 933 933,40 €</b>	<b>9 341 622,67 €</b>
<b>BUDGET ANNEXE - Eau potable</b>				
Renouvellement Réseaux AEP Barbotteau - Les Mangles	912 485,00 €	Office de l'Eau - REGION	225 150,00 €	- 45 270,15 €
Renouvellement Réseaux AEP Cocoyer - Le Moule	1 360 732,71 €	FEDER- REGION - Office de l'Eau	445 018,57 €	- 361 143,79 €
Réhabilitation des réservoirs	1 750 761,81 €	FEI - Office de l'Eau		1 750 761,81 €
Unité de traitement de Belin	434 000,00 €			434 000,00 €
Unité de Production de Le Moule	2 712 500,00 €			2 712 500,00 €
Forage Marchand				
Renouvellement Réseaux AEP Bourg de Port-Louis	1 508 190,80 €			1 508 190,80 €
Renouvellement Réseaux AEP Macaille sans fenêtre Anse-Bertrand	796 715,50 €			796 715,50 €
Maillage AEP Les Mangles-bourg	651 000,00 €			651 000,00 €
<b>Total Budget Annexe - Eau Potable</b>	<b>10 126 385,82 €</b>		<b>670 168,57 €</b>	<b>7 446 754,17 €</b>

**M. Dona-Erie** s'interroge sur le calcul réalisé pour l'obtention du montant de la DGF.

**M. Charin** indique qu'il existe un outil qui permet d'avoir une évaluation de la part DGF de la collectivité.

**M. Anzala** fait remarquer que le tableau des investissements ne fait pas état du transport.

**M. Delta** s'interroge sur le fait que le plan de financement de l'atelier de transformation n'est pas précisé dans le DOB et il fait remarquer qu'il existe encore des problèmes avec le réseau d'assainissement de sa commune.

**M. Toumson** précise que toutes les informations ont été transmises et que le financement de l'atelier est prévu.

**La Présidente** rappelle que les orientations budgétaires sont prévisionnelles et qu'au regard des compétences transférées, il faut réaliser ces projets tout en préservant l'équilibre budgétaire.

**M. Bernard** indique que les données présentées ne précisent que des points sur la STEP du Moule et celle de Morne-A-L'Eau et souligne que le transport qui est un élément important pour les déplacements quotidiens des habitants des communes de Port-Louis et D'Anse-Bertrand ne figure pas dans le DOB.

#### **19h46 : Arrivée de Mme SERMANSON**

**M. Porlon** rappelle que le débat d'orientation est un exercice à vocation politique et non technique. Ce document permet de discuter des orientations que prendra la CANGT.

**M. Dartron** s'interroge sur les grandes orientations de la CANGT pour l'année 2015 ; il considère que l'EPCI est dans une phase de transition dans laquelle des données financières sont récupérées pour la réalisation du budget.

**M. Dulac** indique que les éléments du débat d'orientation sont clairs et répond à ces attentes.

**M. Francois-Julien** rejoint les propos de M. Dartron et précise que la CANGT est relativement récente et donc toutes les actions ne sont réalisées que partiellement.

**La Présidente** et **M. Lombion** rappellent qu'aux regards des compétences transférées, les marges de manœuvres de la collectivité sont relativement limitées et que les dépenses seront priorisées.

### **SEPTIEME POINT**

#### **Approbation et autorisation donnée à la Présidente à signer le procès-verbal de mise à disposition des biens du service de collecte des déchets ménagers et encombrants de la ville de l'Anse-Bertrand dans le cadre du transfert de la compétence collecte des déchets ménagers**

**La Présidente** demande à M. PORLON, vice-président de la Commission Environnement d'expliquer la démarche.

**M. Porlon** explique que selon les statuts de Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, la compétence « *protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie* » qui comprend la « *collecte et le traitement des déchets ménagers et déchets assimilés* », lui a été confiée par ses communes membres.

Dès lors, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la CANGT exerce de plein droit ladite compétence et donc l'intégralité des missions y afférentes.

En conséquence, selon les dispositions de l'article L.1321-1 du CGCT « *le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence* ».

Pour formaliser la mise à disposition des biens de la commune de l'Anse-Bertrand à la CANGT, un procès-verbal doit être dressé entre les représentants de l'Anse-Bertrand et de la CANGT, en application des articles L. 1321-1 et suivants du CGCT.

Ledit procès-verbal (PV) établi de façon contradictoire, présente la consistance, la situation juridique et l'état des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence « *protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : collecte et traitement des déchets ménagers et déchets assimilés* » sur la commune de l'Anse-Bertrand.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité d'approuver le projet de PV placé en annexe et d'autoriser la Présidente à signer cet acte.***

## **HUITIEME POINT**

### **Autorisation donnée à la Présidente à signer la convention avec OCAD3E, organisme coordonnateur en charge de la gestion des Déchets d'Equipements Electroniques et Electriques**

**La Présidente** explique que par délibération COM 2014-05-03/37 du 16 mai 2014, la CANGT a conventionné avec OCAD3E, organisme coordonnateur agréé pour la gestion des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3E).

Suite au renouvellement de son agrément en décembre 2014 par le Ministère de l'écologie, une nouvelle convention est proposée aux collectivités et établissements publics en charge de la gestion des déchets ménagers. Elle comprend notamment une revalorisation des barèmes de soutien.

Elle précise que ladite convention sera mise en œuvre sur l'ensemble du territoire.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité d'autoriser la Présidente à signer la convention avec OCAD3E.***

## **NEUVIEME POINT**

### **Attribution de la prime de responsabilité aux directeurs généraux adjoints**

**La Présidente** rappelle qu'en application des dispositions du décret n°88-631 du 06 mai 1988 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés, les directeurs des établissements publics figurant sur la liste prévue au deuxième alinéa de l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée peuvent bénéficier d'une prime de responsabilité.

Cette prime de responsabilité est payable mensuellement en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel, fixé dans la limite d'un taux maximum de 15 % et sera réduite à proportion, en cas d'absence dans les conditions prévues par le décret n°88-631 du 06 mai 1988.

**M. Dona-Erie** souhaite connaître le patronyme des DGA en fonction.

**La Présidente** indique que M. Toumson, Mme Girard et M. Alexis sont les Directeurs Généraux Adjointes de la CANGT.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité d'attribuer la prime de responsabilité aux Directeurs Généraux Adjointes de la CANGT à compter du 1er mars 2015.***

## **DIXIEME POINT**

### **Attribution de la prime forfaitaire de représentation aux directeurs généraux adjoints**

**La Présidente** rappelle qu'en vertu de l'article 21 de la loi N° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la Fonction publique territoriale des frais de représentation peuvent être attribués aux agents occupant un emploi fonctionnel. Cette indemnité prend en compte les frais engagés dans le cadre de la mission de représentation qu'ils exercent pour le compte de la collectivité.

Depuis l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 27 juin 2007, cette indemnité peut être attribuée forfaitairement à la double condition que « ...le taux ne soit pas disproportionné par rapport aux frais que peuvent impliquer normalement de telles fonctions et qu'ils ne méconnaissent pas le principe de parité... ». A ce titre, les montants annuels et les modalités d'attribution à prendre en compte sont ceux fixés dans l'arrêté ministériel du 18 octobre 2004 pour les membres du corps préfectoral occupant un poste territorial en métropole.

Elle précise que les crédits nécessaires à l'attribution de cette indemnité seront inscrits au budget et que cette prime sera versée mensuellement aux intéressés à compter du 1<sup>er</sup> mars 2015.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité d'accepter le versement de cette indemnité forfaitaire aux directeurs Généraux adjoints dont le montant annuel est fixé par référence et dans la limite de celui des grades visés dans l'arrêté ministériel du 18 octobre 2004.***

## **ONZIEME POINT**

### **Fixation des ratios d'avancement de grade**

**La Présidente** demande à Mme AILOUNAKIN, Directrice des Ressources Humaines, de présenter ce point.

**Mme Ailounakin** expose que l'avancement de grade constitue une possibilité d'évolution de carrière à l'intérieur d'un même cadre d'emplois. Il a lieu généralement de façon continue d'un grade au grade immédiatement supérieur. Cet avancement est subordonné à une ou plusieurs conditions selon les

dispositions du statut particulier de chaque cadre d'emplois. Il s'agit très souvent de conditions liées à l'ancienneté.

L'article 35 de la loi du 19 Février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale, dispose que les agents avancent à l'intérieur de leur cadre d'emplois par l'application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

Elle indique que l'avancement de grade est subordonné à l'existence d'un tableau annuel d'avancement. L'inscription à ce tableau n'emporte pas nomination, la commission administrative paritaire étant toujours consultée pour avis. Seule la Présidente a pouvoir de nomination. Elle demeure donc toujours libre de nommer ou pas les agents.

Elle précise que le choix de nomination est effectué par la Présidente et sera justifié par une véritable procédure d'évaluation de la valeur professionnelle des agents.

Il est proposé que la fixation du ratio maximal (100%) se fasse comme suit :

GRADE D'ORIGINE	GRADE D'AVANCEMENT	RATIO (%)	OBSERVATIONS
<b>Cadre d'emplois des Administrateurs</b>			
Administrateur	Administrateur hors Classe	100 %	
<b>Cadre d'emplois des Attachés</b>			
Attaché principal	Directeur	100 %	
Attaché	Attaché principal	100 %	
<b>Cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux</b>			
Ingénieur en Chef Classe normale	Ingénieur en Chef de Classe exceptionnelle	100 %	
Ingénieur Principal	Ingénieur en chef de classe normale	100%	
Ingénieur	Ingénieur en Chef de Classe normale	100 %	
Ingénieur	Ingénieur principal	100%	

<b>Cadre d'emplois des Rédacteurs Territoriaux</b>			
Rédacteur Principal 2ème classe	Rédacteur principal de 1ère classe	100 %	
Rédacteur	Rédacteur Principal de 2ème classe	100 %	

Cadre d'emplois des Techniciens			
Technicien principal de 2ème classe	Technicien principal de 1ère classe	100 %	
Technicien	Technicien principal de 2ème classe	100 %	

Cadre d'emplois des Adjoints Administratifs			
Adjoint administratif principal de 2ème Classe	Adjoint Administratif Principal de 1ère Classe	100 %	
Adjoint administratif de 1ère classe	Adjoint administratif Principal de 2ème classe	100%	
Adjoint Administratif de 2ème Classe	Adjoint Administratif de 1ère Classe	100 %	
Cadre d'emplois des Agents de Maîtrise			
Agent de Maîtrise	Agent de Maîtrise Principal	100 %	
Cadre d'emplois des Adjoints Techniques			
Adjoint Technique principal de 2ème classe	Adjoint Technique Principal de 1ère Classe	100 %	
Adjoint technique 1ère classe	Adjoint technique principal de 2ème classe		
Adjoint Technique de 2ème Classe	Adjoint Technique de 1ère Classe		

**M. Dartron** s'interroge sur le rythme d'avancements des agents.

**Mme Ailounakin** précise que l'avancement est réalisé en fonction de l'ancienneté après avis de la commission administrative paritaire.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité de fixer le ratio d'avancement pour tous les grades à 100%.***

**La Présidente** explique aux élus communautaires que la question XII qui était placée à l'ordre du jour du présent conseil a été soumise au bureau qui l'a précédé, compte tenu que son objet relevait de ses attributions. Ainsi elle propose aux élus qui l'acceptent à l'unanimité, de passer à la question XIII de l'ordre du jour, qui deviendra la douzième délibération.

## **DOUZIEME POINT**

### **Régime des autorisations spéciales d'absence accordées pour un motif familial et individuel**

**La Présidente** sollicite Mme Ailounakin pour présenter ce point.

**Mme Ailounakin** rappelle qu'en vertu de l'article 59 de la loi du 26 janvier 1984, les agents territoriaux peuvent bénéficier d'autorisations spéciales d'absence, distinctes des congés annuels.

Deux types d'autorisation d'absence sont accordés :

- Définis par la loi et qui s'imposent à l'autorité territoriale : tel que l'exercice d'activité syndicale, autorisation accordée aux fonctionnaires membres d'organismes statutaires, autorisation liée à l'exercice d'un mandat électif local, participation à un juré d'assise, examen médical post et prénatal, examen médical dans le cadre de la médecine préventive, formation des sapeurs-pompiers volontaires...
- Relevant de l'appréciation des organes délibérants, soumises à autorisation après avis du comité technique: tel que les absences liées à un événement familial ou à un événement de la vie courante.

Ces dernières ne sont pas réglementées en l'absence de décret d'application initialement prévu par l'article 59 de la loi du 26 janvier 1984. Il appartient donc à l'organe délibérant de se prononcer en vertu de ses compétences générales en matière d'organisation des services et du temps de travail après saisine du comité technique, sur la nature des autorisations d'absence accordées et sur le nombre de jour.

#### **I- Autorisations d'absence liées à des événements familiaux**

<b>Evènements</b>	<b>Durée</b>	<b>Observations</b>
<b>Mariage / PACS</b>		- Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative  - un délai de route qui ne peut excéder 48 heures aller-retour est accordé, (réponse Min n° 44068 – JO AN (QE) du 14 avril 2000)
- de l'agent	5 jours ouvrables	
-Père, mère, enfant	3 jours ouvrables	
- frère, sœur, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur	1 jour ouvrable	

<b>Décès/obsèques</b>		
- du conjoint (ou concubin)	5 jours ouvrables	- Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative - un délai de route qui ne peut excéder 48 heures aller-retour est accordé, (réponse Min n° 44068 – JO AN (Q) du 14 avril 2000).
- d'un enfant (les enfants du conjoint sont assimilés à ceux de l'agent.)		
- père, mère - sœur, frère	3 jours ouvrables	
- Grands-parents, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur, petits-enfants, beaux-pères, belles-mères	1 jour ouvrable	
<b>Maladie très grave nécessitant hospitalisation</b>		
- du conjoint (ou concubin) - d'un enfant	5 jours fractionnables en demi-journée pendant l'hospitalisation	- Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative. un délai de route qui ne peut excéder 48 heures aller-retour est accordé, (réponse Min n° 44068 – JO AN (Q) du 14 avril 2000) -
- du père, mère, -sœur, frère	3 jours fractionnables en demi-journée pendant l'hospitalisation	
- Grands-parents, oncle, tante, neveu, nièce, beau-frère, belle-sœur, petits-enfants, beaux-pères, belles-mères	1 jour ouvrable	
<b>Naissance ou adoption</b>	3 jours pris dans les 15 jours qui suivent l'évènement	Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative

<b>Garde d'enfant malade</b>	<p>Durée des obligations hebdomadaires de service + 1 jour soit 6 jours. Cette durée est proratisée pour les agents travaillant à temps partiel</p> <p>Doublement possible si l'agent assume seule la charge de l'enfant, si le conjoint est à la recherche d'un emploi, si le conjoint ne bénéficie pas par son emploi d'aucune autorisation d'absence rémunérée pour soigner son enfant ou en assurer momentanément la garde</p>	<p>- Autorisation accordée sous réserve des nécessités de service, pour des enfants âgés de 16 ans au plus (pas de limite d'âge pour les enfants handicapés).</p> <p>- Autorisation accordée par année civile et par famille, quel que soit le nombre d'enfants.</p> <p>- Autorisation accordée à l'un ou l'autre des conjoints (ou concubins) quand les 2 agents travaillent dans la fonction publique.</p> <p>Autorisation accordée sur présentation d'un certificat médical</p>
------------------------------	--	--

## **II - Autorisations d'absence liées à des événements de la vie courante**

<b>Objet</b>	<b>Durée</b>	<b>Observations</b>
Rentrée scolaire	Durée de la réunion de rentrée	Facilité d'horaire accordée aux pères ou mères, sous réserve des nécessités de service.
Concours et examens en rapport avec l'administration locale	<p>Epreuves d'admissibilité : Le(s) jours(s) des épreuves</p> <p>Epreuves d'admission : 5 jours de préparation</p> <p>Le(s) jours(s) des épreuves,</p>	<p>Présentation de la convocation</p> <p>Délai de route de 48 heures accordée si le concours ou l'examen professionnel se déroule hors du département</p>
Don du sang	durée du don	Autorisation susceptible d'être accordée en fonction des nécessités de service
Déménagement du fonctionnaire	1 jour	
Représentant de parents d'élèves aux conseils d'école, d'administration, de classe et commission permanente des	Durée de la réunion	Autorisation accordée sur présentation de la convocation et sous réserve des nécessités de service

lycées et collège.		
Commission spéciale pour l'organisation des élections au conseil d'école		

### **III- Autorisations d'absence liées à la maternité**

Objet	Durée	Observations
Aménagement des horaires de travail	Dans la limite maximale d'une heure par jour	Autorisation accordée <b>sur demande de l'agent</b> et <b>sur avis</b> du médecin de la médecine professionnelle, à partir du 3ème mois de grossesse <b>compte tenu des nécessités des horaires du service</b>
Séances préparatoires à l'accouchement (psycho-prophylactique)	Durée des séances	Autorisation accordée <b>sur avis</b> du médecin de la médecine préventive sur présentation des pièces justificatives
Examens médicaux obligatoires : sept prénataux et un postnatal	Durée de l'examen	Autorisation accordée de droit Sur présentation d'un certificat médical

Les autorisations d'absence étant liées à un évènement, elles sont donc à prendre au moment de l'évènement et être strictement justifiées par celui-ci.

Elles ne peuvent être reportées ultérieurement. Elles ne sont accordées que dans le cas où l'agent aurait dû exercer ses fonctions au moment de la circonstance. Dès lors une autorisation d'absence ne peut être accordée à un agent durant ses congés annuels ou maladie et ne peut par conséquent interrompre le déroulement.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité des votants de valider le régime des autorisations d'absence appliqué au sein de la communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre et de valider leurs modalités d'octroi.***

### **TREIZIEME POINT**

#### **Autorisation donnée à la Présidente à signer l'avenant à la convention de gestion des services publics d'assainissement collectif et non collectif signée avec la ville de Morne-A-L'Eau, portant résiliation**

**La Présidente** sollicite Mme VEREPLA, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement, afin d'apporter des précisions à l'assemblée.

**Mme Verepla** indique que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, conformément à l'arrêté d'extension transformation du 30 mai 2013, la CANGT exerce notamment, les compétences « Assainissement Collectif » et « Assainissement Non Collectif » sur l'ensemble de son territoire.

Compte tenu des obligations de continuité de service et de la nécessité de poursuivre les investissements, la CANGT avait passé avec la ville de Morne-à-l'Eau, une convention de gestion des services publics de l'assainissement collectif et non collectif, pour une période s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 30 juin 2015.

Néanmoins, après plusieurs rencontres entre les services respectifs et pour des raisons d'intérêt général, il a été convenu de mettre un terme dans les meilleurs délais à cette convention.

En conséquence, d'une part, la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre se substituera à la ville de Morne-à-l'Eau pour tous les contrats affectés aux services publics de l'assainissement collectif et non collectif ; la gestion et l'exploitation du service public de l'assainissement collectif et non collectif étant assurées par la Générale des Eaux Guadeloupe par délégation service public par affermage.

D'autre part, la ville de Morne-à-l'Eau transférera le patrimoine et les contrats y afférents, affectés aux services publics de l'assainissement collectif et non collectif ; le transfert du patrimoine fera l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition des biens meubles et immeubles.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité de mettre un terme de façon anticipée à la convention de gestion par unique avenant avec effet au 1er mars 2015 et d'autoriser la présidente à signer cet avenant.***

## **QUATORZIEME POINT**

### **Avenant à la convention de mandat SEMAG pour la construction et le raccordement de la STEP de Morne-A-l'Eau (Gédéon) de 8000 EH**

**La Présidente** explique que par convention de mandat en date du 6 août 2012, la ville de Morne-A-l'Eau a confié à la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG), la reconstruction et le raccordement de la station d'épuration du centre-bourg, d'une capacité nominale de 8 000 EH.

Cette convention de mandat fait l'objet par ailleurs, d'un avenant passé au mois de novembre 2013 relatif aux dispositions financières et à la modification de l'enveloppe prévisionnelle évaluée à 6 028 000€ HT, soit 6 540 380€ TTC.

Le bilan financier prévisionnel établi au 31 décembre 2014 se présente comme suit :

<b>DEPENSES</b>			
<b>ETUDES (sous-total)</b>	<b>HT 398 000,00</b>	<b>33 830,00</b>	<b>TTC 431 830,00</b>
Maîtrise d'œuvre	203 000,00	17 255,00	220 255,00
Plans topographiques	5 900,00	502,00	6 402,00
Etudes de sols	28 900,00	2 457,00	31 357,00
Coordination SPS	9 200,00	782,00	9 982,00
Bureau de contrôle	26 400,00	2 244,00	28 644,00
Essais	18 000,00	1 530,00	19 530,00
Communication	9 600,00	816,00	10 416,00
Assurances	82 500,00	7 013,00	89 513,00
Reprographies et insertions	14 500,00	1 233,00	15 733,00
<b>TRAVAUX (sous-total)</b>	<b>5 857 000,00</b>	<b>497 845,00</b>	<b>6 354 845,00</b>
Raccordement EDF	10 000,00	850,00	10 850,00
Travaux station d'épuration	5 455 000,00	463 675,00	5 918 675,00
Divers et imprévus	392 000,00	33320,00	
<b>REMUNERATION SEMAG</b>	<b>145 000,00</b>	<b>12 325,00</b>	<b>157 325,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 400 000,00</b>	<b>544 000,00</b>	<b>6 944 000,00</b>

RECETTES	
<b>Cofinancement (sous-total)</b>	<b>4 800 000,00</b>
FEDER	3 420 000,00
ONEMA	1 380 000,00
<b>Autofinancement</b>	<b>2 144 000,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 944 000,00</b>

D'un commun accord il est convenu que la CANGT récupère au plus tôt cette opération.

Aussi, la CANGT se substituera à la Ville de Morne-à-l'Eau dans tous les contrats pour cette opération, compte tenu de la résiliation anticipée de la convention de gestion conclue entre la CANGT et la Ville de Morne-A-L'Eau pour la gestion du service assainissement collectif et non collectif.

En conséquence, il convient de modifier la convention de mandat par avenant n°2 (projet joint à la présente) en prenant en compte la modification de la dénomination du maître d'ouvrage et le plan de financement prévisionnel au 31 décembre 2014, avec effet au 1er mars 2015.

***Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité de prendre acte qu'un avenant à la convention de mandat avec la SEMAG sera signé par la Présidente, de substituer la CANGT à la Ville de Morne-à-L'Eau dans cette opération et de valider le plan de financement.***

## **QUINZIEME POINT**

### **Gestion du Service Public de l'eau sur la zone urbaine du Moule**

#### **à partir du 1er janvier 2016**

**La Présidente** sollicite à nouveau Mme VEREPLA pour l'explication de ce point à l'assemblée.

**Mme Verepla** expose que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'exercice de la compétence « eau » sur le territoire de la commune du Moule, plus précisément sur la zone urbaine du Moule, revient à la CANGT, conformément à l'arrêté du 30 mai 2013.

Compte tenu des obligations de continuité de service, la CANGT avait passé avec le SIAEAG, une convention de gestion du service public de l'eau, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014.

Or, le SIAEAG ne pouvant assurer à la CANGT, la poursuite du service dans de bonnes conditions, le Conseil Communautaire a décidé de gérer la zone urbaine du Moule, par avenant au contrat DSP de l'ex-SMNGT par délibération le 10 novembre 2014.

C'est ainsi que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, la CANGT assure le service public de l'eau de la zone urbaine avec son fermier Générale des Eaux Guadeloupe, et ce, jusqu'au 31 décembre 2015.

Afin de mettre en œuvre une solution juridique fiable pour la gestion de ce service sur ce territoire, l'avis de la commission EAU a été sollicité, qui lors de sa séance de travail du 7 février 2015, a préconisé une délégation de service public par affermage pour la gestion et l'exploitation du service public de l'eau de la zone urbaine du Moule aux motifs de l'harmonisation des modes de gestion du service public de l'eau et de l'assainissement sur le territoire.

*Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité des votants d'approuver la gestion et l'exploitation du service public de l'eau de la zone urbaine du Moule par délégation de service public par affermage à compter du 1er janvier 2016, de lancer une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la préparation, l'accompagnement de la CANGT et le suivi de la procédure de délégation du service public de l'eau pour la zone urbaine du Moule, de lancer une consultation dans le cadre de la procédure de délégation de service public par affermage pour la zone urbaine du Moule et D'imputer les dépenses correspondant au budget annexe eau.*

## **SEIZIEME POINT**

### **Gestion du Service Public de l'Assainissement Collectif sur la zone urbaine du Moule à partir du 1er janvier 2016**

Mme la Présidente précise que les explications apportées précédemment se rapportent au point quatre de l'ordre du jour, concernant le service d'« assainissement ».

*Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité d'approuver la gestion et l'exploitation du service public de l'assainissement collectif de la zone urbaine du Moule par délégation de service public par affermage à compter du 1er janvier 2016, de lancer une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la préparation, l'accompagnement de la CANGT et le suivi de la procédure de délégation du service public pour la zone urbaine du Moule, de lancer une consultation dans le cadre de la procédure de délégation de service public par affermage pour la zone urbaine du Moule et d'imputer les dépenses correspondant au budget annexe assainissement collectif.*

## **DIX-SEPTIEME POINT**

### **Gestion du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) sur le territoire de la CANGT hors commune de MORNE-A-L'EAU**

Mme Verepla précise que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la CANGT exerce la compétence « Assainissement Non Collectif » sur l'ensemble de son territoire conformément à ses statuts en date du 30 mai 2013.

Compte tenu des obligations de continuité de service, le conseil communautaire de la CANGT avait pris une délibération en date du 16 mai 2014, n° COM 2014-05-03/38 pour assurer la continuité du traitement des dossiers SPANC dans le cadre de DSP assainissement non collectif de la ville de Morne-à-l'Eau.

Cet avenant n'ayant pas été mis en œuvre sur la période prévue, il convient de modifier la délibération en prenant en compte la durée effective de traitement des dossiers soit du 1<sup>er</sup> juin 2014 au 31 mai 2015.

Elle précise qu'il convient par ailleurs de définir le mode de gestion du SPANC au 1<sup>er</sup> juin 2015. C'est à ce titre et afin de mettre en œuvre une solution juridique fiable pour la gestion du SPANC sur les communes d'Anse-Bertrand, Port-Louis, Petit-Canal et Le Moule que l'avis de la commission ASSAINISSEMENT a été sollicité. Lors de sa séance de travail du 12 février 2015, ses membres ont préconisé une prestation de service pour la gestion et l'exploitation du service public de l'assainissement non collectif sur une durée de 3 ans. Les élus de la commission ASSAINISSEMENT proposent que la CANGT profite de ce délai pour mettre en œuvre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, une gestion du SPANC en régie sur le territoire communautaire.

*Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité des votants d'approuver le mode de gestion du SPANC en prestation de services hors Morne-à-l'Eau, de lancer une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la préparation des cahiers des charges, l'accompagnement de la CANGT et le suivi de la consultation pour le marché de prestation SPANC, de lancer une consultation pour une prestation de service SPANC sur 3 ans, et d'imputer les dépenses correspondant au budget annexe assainissement non collectif.*

## DIX-HUITIEME POINT

### Construction d'une station d'épuration « nouvelle école des Mangles » à Petit-Canal

A la demande de la Présidente, **Mme Verepla** explique que la ville de Petit-Canal a entrepris la construction d'une nouvelle école au lieu-dit Les Mangles. Dans le projet initial, il était prévu une STEP de 800 EH pour la Zone d'Aménagement Concerté de Vermont. Le maître d'ouvrage n'a pas pu mettre en œuvre cette STEP compte-tenu de son dimensionnement, la réglementation pour le traitement des eaux usées et la réalisation de l'opération globalement.

Face à cette situation, la CANGT a été sollicitée par la ville de Petit-Canal pour la mise en place d'un système d'assainissement non collectif.

Après une étude du service assainissement, il en ressort que l'installation d'un équipement individuel ne répondait pas aux besoins de l'école. De plus, la ville de Petit-Canal ne dispose d'aucun système d'assainissement collectif sur cette partie de son territoire.

L'école devant ouvrir en septembre 2015, il est donc préconisé de mettre en place une filière de traitement des eaux usées par filtres plantés de végétaux (FPV) pour 120 EH. Cette solution est simple dans sa mise en œuvre, innovante pour la Guadeloupe et pédagogique pour les usagers concernés. Aussi, cette opération peut être :

- présentée dans le cadre de l'appel à projet Assainissement des eaux usées adapté au contexte Tropical par Traitement Extensif utilisant des Végétaux (ATTENTIVE) lancé par l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) ;
- financée à 80 % ;
- validée par l'Office de l'Eau Guadeloupe et de l'Institut National de Recherches en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA).

Cette question a été soumise aux membres de la commission « assainissement » lors de sa réunion du 12 février 2015. Ils ont émis un avis favorable pour :

- la réalisation de cette opération ;
- la présentation de ce projet dans le cadre d'ATTENTIVE ;
- la sollicitation de subventions.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération se présente comme suit :

DEPENSES		
<b>ETUDES (sous-total)</b>	<b>HT</b>	<b>14 450,00</b>
Maîtrise d'œuvre		5 500,00
Levé topographique		750,00
Etudes géotechniques		3 000,00
Essai de garantie		2 700,00
Communication		1 500,00
Reprographies et insertions		1 000,00
<b>TRAVAUX (sous-total)</b>	<b>HT</b>	<b>95 875,00</b>
Travaux station d'épuration en FPV		95 875,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>HT</b>	<b>110 325,00</b>

RECETTES		
<b>COFINANCEMENT</b>	<b>HT</b>	<b>88 260,00</b>
Organisme public (80 %)		88 260,00
<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>HT</b>	<b>22 065,00</b>
CANGT (20 %)		20 875,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>HT</b>	<b>110 325,00</b>

*Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité de valider le programme de réalisation d'une installation d'assainissement des eaux usées en filtres plantés de végétaux au lieu-dit Les Mangles Petit-Canal et le plan de financement prévisionnel, de passer une convention de mise à disposition de 400 m2 de terrain pour l'équipement avec la commune de Petit-Canal, de solliciter l'accompagnement technique de l'Office de l'Eau de la Guadeloupe et l'IRSTEA, de présenter cette opération dans le cadre de l'appel à projet ATTENTIVE, de lancer les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.*

## DIX-NEUVIEME POINT

### Détermination du lieu de la prochaine séance

**La Présidente** rappelle que les séances du Conseil Communautaire doivent être organisées au siège de la Communauté d'Agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil, dans l'une des communes membres.

En effet, l'article L. 5211-11 du CGCT dispose que :

*« L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au moins une fois par trimestre ou, pour les syndicats formés en vue d'une seule œuvre ou d'un seul service d'intérêt intercommunal, une fois par semestre. A cette fin, le président convoque les membres de l'organe délibérant. L'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.*

*Sur la demande de cinq membres ou du président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos ».*

**Le Conseil OUI l'exposé du Président, après échanges et débats décide, à l'unanimité que le prochain conseil communautaire se tiendra dans la commune d'Anse-Bertrand**

La Présidente remercie l'assemblée et lève la séance à 21h35.

**Le secrétaire**

**Philipson FRANCFORT**

**La Présidente**

**Gabrielle LOUIS CARABIN**